



Établissement public à caractère administratif

Siège :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

OBJET DE LA CONSULTATION

**PROGRAMME PLURIANNUEL (2026/2029) DE DEBROUSSAILLAGE MECANIQUE ET
MANUEL SUR LA RESERVE NATIONALE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE (RNCFS)
DE DONZERE-MONDRAGON (DROME ET VAUCLUSE)**

MARCHÉ À PROCEDURE ADAPTÉE

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (CCP) (Articles L. 2123-1, ainsi que R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2131-12)

Marché n° 2025-MAPA-10

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 OBJET DU MARCHE	3
1.2 ALLOTISSEMENT DU MARCHE	3
1.3 PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 2 : DURÉE	3
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
4.1 DEMARRAGE DES PRESTATIONS	4
4.2 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDES	4
4.3 ANNULATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'UN BON DE COMMANDE	4
ARTICLE 5 : FORME ET CONTENU DU PRIX	5
5.1 FORME DU PRIX	5
5.2 CONTENU DU PRIX	5
ARTICLE 6 : REVISION DES PRIX	5
ARTICLE 7 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIES	5
ARTICLE 8 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION	6
8.1 MODALITES DE PAIEMENT	6
8.2 AVANCE	6
8.3 ACOMPTES	6
8.4 MODALITES DE FACTURATION	6
ARTICLE 9 : PENALITES	7
9.1 PENALITES POUR RETARD	7
9.2 ANNULATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'UN BON DE COMMANDE SUR DEMANDE DU TITULAIRE	8
9.3 ANNULATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'UN BON DE COMMANDE SUR DEMANDE DE L'OFB ..	8
ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	8
10.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
10.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	8
ARTICLE 11 : CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	9
ARTICLE 12 : SOUS TRAITANCE	9
ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	10
ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
ARTICLE 15 : ASSURANCES	10
ARTICLE 16 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	11
ARTICLE 17 : RESILIATION	11
ARTICLE 18 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	11
ARTICLE 19 : DIFFERENDS	11
ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG-TIC	12

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet le Programme pluriannuel (2026/2029) de débroussaillage mécanique et manuel sur la Réserve nationale de chasse et de faune sauvage (RNCFS) de Donzère-Mondragon (Drôme et Vaucluse).

Le marché porte sur des prestations de services.

Les prestations attendues ainsi que le calendrier des interventions sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Allotissement du marché

Le présent marché n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre notoirement plus difficile l'exécution du contrat et financièrement plus coûteuse.

1.3 Procédure et forme du marché

1.2.1 La procédure de passation est la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2131-12 du CCP.

1.2.2 Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande ;

1.2.3 Ce marché est un marché de services couvert par le CCAG FCS du 30 mars 2021 ;

1.2.4 Le montant maximum total du marché est fixé à **80 000€ HT**.

Conformément aux stipulations de l'article R.2162-14 du CCP, l'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable.

ARTICLE 2 : DURÉE

La durée prévisionnelle du marché est de 36 mois à compter du 1er mars 2026.

Le présent marché est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement deux (2) fois, par période successive d'un (1) an, sans que sa durée totale n'excède trois (3) ans (36 mois).

La reconduction interviendra tacitement à chaque date anniversaire, sauf décision contraire de l'OFB. En cas de non-reconduction, l'OFB devra notifier sa décision au titulaire par écrit, au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du marché. À défaut de notification dans ce délai, le marché sera réputé reconduit pour une nouvelle période d'un (1) an.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau à Prix Unitaire – Détail Quantitatif Estimatif – BPU – DQE-) ;

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seule foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)¹, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et **réputé connu par le titulaire** ;
- L'offre technique du titulaire.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-FCS.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Démarrage des prestations

Les bons de commande émis indiqueront le délai d'exécution des prestations, et leur date de démarrage si le démarrage n'est pas effectif à la notification du bon de commande.

Les délais contractuels seront indiqués dans les bons de commande selon le calendrier mentionné dans le CCTP indiquant les prestations attendues.

4.2 Modalités d'établissement des bons de commandes

Les prestations sont ordonnées au titulaire par l'émission de bons de commande, lors de la survenance des besoins. Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché.

Les bons de commande comportent :

- La référence du marché (**2025-MAPA-10**) ;
- L'identification du titulaire du marché ;
- Le numéro et la date de la commande ;
- La désignation de la prestation commandée et/ou la référence du devis ;
- Le ou les prix unitaire(s) correspondant(s) ;
- Le montant total de la commande HT et TTC ;
- La TVA, taux et montants ;
- La date de la signature.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique. Le bon de commande transmis par courrier électronique est envoyé sur l'adresse mail dédiée du titulaire. Le titulaire doit en accuser réception par retour de mail dans un délai de deux jours ouvrés ; en l'absence d'AR par retour de mail, la notification est réputée acquise à l'expiration de ce délai.

L'émission des bons de commande se fait jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

4.3 Annulation de l'exécution des prestations d'un bon de commande

Toute annulation de prestation effectuée dans un délai supérieur ou égal à quinze (15) jours n'entraînera de dédommagement pour aucune des parties.

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341>

ARTICLE 5 : FORME ET CONTENU DU PRIX

5.1 Forme du prix

Les prix du marché sont unitaires et à bons de commande.

Les prix du marché sont révisables à compter de la date anniversaire de notification de la première année d'exécution du marché selon les modalités prévues à l'article 6.1 du présent CCAP.

Les prix du marché sont fixés dans l'annexe financière à l'AE (BPU-DQE).

5.2 Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix du marché sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents aux réunions, aux déplacements ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la préparation et à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

ARTICLE 6 : REVISION DES PRIX

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire. Cette demande, sous la forme d'une nouvelle annexe financière, doit parvenir à l'OFB au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de notification du marché, date effective de révision des prix. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit l'ensemble des éléments justifiant de l'augmentation ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction. **La demande est à envoyer par courriel** avec accusé de réception au chef de projet désigné par l'OFB, avec en copie l'adresse mail marches.publics@ofb.gouv.fr

Le prix est révisable selon la formule suivante :

$$P = P_o * (\text{Syntec } t / \text{Syntec } o)$$

P : prix révisé à la date de révision

P_o : prix initial défini dans le marché

Syntec *t* : Valeur de l'indice Syntec au moment de la révision

Syntec *o* : Valeur de l'indice Syntec à la date de référence initiale (date de remise des offres)

L'indice applicable est l'indice [Syntec](#)

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de l'OFB d'une révision des prix.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec, au maximum, quatre décimales et le coefficient applicable à *P_o* arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

ARTICLE 7 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIES

Les dispositions du chapitre 8 (article 46) du CCAG-FCS sont pleinement applicables.

ARTICLE 8 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

8.1 Modalités de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

8.2 Avance

Conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur ou égal à **50 000 € HT** et que le délai d'exécution est supérieur à **2 mois**.

En tout état de cause, le présent accord-cadre à bons de commande ne comportant pas un montant minimum supérieur à 50 000 euros HT, aucune avance ne sera versée.

8.3 Acomptes

Des acomptes pourront être versés selon les modalités prévues aux articles aux articles L 2191-4 et R 2191-22 du CCP,

Conformément à l'article R.2191-22 du CCP, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du CCP, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un (1) mois sur demande du titulaire du marché.

Le versement de l'acompte est conditionné à une demande de paiement émise par le titulaire après production par celui-ci d'un compte rendu d'avancement validé par le chef de projet OFB.

8.4 Modalités de facturation

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Date de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- Numéro du marché (2025-MAPA-10) ;

- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS ou RIDET) ;
- Numéro d'identification TVA ;
- Identité de l'acheteur (nom et adresse) ;
- N° du bon de commande ;
- La désignation et décomptes des produits et services rendus (dénomination respectant la formulation du BPU - DQE) ;
- Somme totale à payer HT et TTC et annotée en lettres pour les factures manuscrites ;
- La TVA, taux et montants ;
- Article du Code Général des Impôts (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé sur l'AE.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir exclusivement via le portail de facturation dédié « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à OFB, devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 00015 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : STB ;
- Le numéro d'engagement selon le format suivant : EJ/ORD/XXXX/XXXXXXXXXX (à demander au chef de projet désigné).
- Le numéro du marché : 2025-MAPA-10.

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro.

ARTICLE 9 : PENALITES

9.1 Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et par décision expresse du pouvoir adjudicateur, le lendemain du jour où les délais contractuels d'exécution des prestations prévus au marché ou de remise des livrables sont expirés. Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de l'ensemble des prestations.

R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités visées ci-dessus sont cumulables et plafonnées à 15 % du montant total servant de base au calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 € pour l'ensemble du marché.

9.2 Annulation de l'exécution des prestations d'un bon de commande sur demande du titulaire

Toute annulation de prestation effectuée dans un délai inférieur à quinze (15) jours, entraînera une pénalité à l'encontre du titulaire, de 20 % du montant TTC de la prestation concernée.

9.3 Annulation de l'exécution des prestations d'un bon de commande sur demande de l'OFB

Toute annulation de prestation effectuée dans un délai inférieur à quinze (15) jours, entraînera le versement d'une indemnité de la part de l'OFB, de 20 % TTC de la prestation concernée.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

10.1 Obligations du titulaire

10.1.1 Obligation de résultat s'agissant des délais

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

10.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

10.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification du marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- Désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les

relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 11 : CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le prestataire s'engage à mettre en place des mesures environnementales sur les chantiers de débroussaillage ainsi que des mesures de sensibilisation des opérateurs : réunion de lancement avec l'équipe de gestion, kit anti-pollution, protection des sols, stationnement d'engins, ramassage des déchets, etc.

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur et les bureaux de contrôle. Le titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement.

ARTICLE 12 : SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du CCP. Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou par courriel avec accusé de réception, un dossier de demande ([Formulaire DC4](#) ou équivalent) comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS sont pleinement applicables.

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre des bons de commandes issus du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement général sur la protection des données - RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est l'OFB et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Le titulaire s'engage à satisfaire à toutes les obligations applicables au présent marché.

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - aux biens et aux personnes causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 : PIÈCES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 17 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 18 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 19 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 46) du CCAG-FCS, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)² :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques d'achats
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite³ .

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr Site internet : http://melun.tribunal-administratif.fr/

ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
9 – Pénalité	14.1.2 et 14.1.3

² La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

³ <https://www.micist.finances.gouv.fr/>